

BUREAUX : Rue Nain, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois. 12 f.
Six mois. 23
Un an. 44

L'abonnement est nu, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place, A LILLE, chez M. Beghin, libraire, rue Grande-Chaussée.

DIRECTEUR-GERANT : M. BENOIST

Le Nord de la France :

Trois mois. 12 f.
Six mois. 23
Un an. 44

ANNONCES : 15 centimes la ligne

On traite à forfait

ROUBAIX, 3 DÉCEMBRE 1870

Voix aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Charleville, 2 décembre.

L'ennemi a brûlé hier 25 maisons à Harcy.

Les Prussiens n'ont pas quitté Boulogne. Le bruit de leur départ est faux.

Tours, 2 décembre.

Succès important remporté hier par l'armée de la Loire sur la droite prussienne.

Le Moniteur annonce que Garibaldi a débusqué les Prussiens, hier, de deux positions importantes aux environs d'Autun.

Un nouveau ballon de Paris est tombé hier, près de Vannes.

Tours, vendredi 2 décembre, 11 heures 43 du matin.

L'armée de la Loire a commencé hier un mouvement général, concerté le 30 novembre au soir, en vertu d'instructions du ministre de la guerre.

Le début de cette opération a été favorable.

Voici la dépêche du général Chanzy, commandant le seizième corps :

Chapay, 1er décembre, soir.

Le 16e corps a quitté ses positions à dix heures. Il a trouvé, sur la gauche, l'ennemi fortement établi à Guillonville, à Termignies par Goniers.

Combat de midi à 6 heures du soir. Malgré la résistance énergique de 20 mille hommes d'infanterie et de cavalerie avec 40 à 50 canons, la première division a enlevé successivement les premières positions ennemies, puis ensuite Monnevillers, Faverelles, où nous bivaquons cette nuit.

Partout nos troupes ont abordé l'ennemi avec un élan irrésistible.

Les Prussiens ont été délogés des villages à la baïonnette.

Notre artillerie a déployé une audace et une précision que je ne puis trop louer.

Nos pertes ne paraissent pas sérieuses. Celles de l'ennemi sont considérables.

On recueille des prisonniers dont plusieurs officiers.

L'honneur de cette journée appartient à l'amiral Jauréguiberry.

L'ennemi s'est retiré dans la direction de Poigny et Château-Cambrai.

Je fais connaître à mes soldats la grande nouvelle de la sortie de Paris.

Evreux, 30 novembre.

On assure qu'un engagement a eu lieu entre la gendarmerie et l'avant-garde d'une colonne prussienne, qui ensuite a battu en retraite.

Saint-Petersbourg, 1er décembre.

La Gazette officielle publie la réponse du prince Gortchakoff à la Note anglaise. Dans cette réponse, le prince se réfère tout d'abord au désir exprimé par l'Angleterre, au sujet d'un accord cordial entre les deux puissances.

La Note n'adhère pas à un examen d'une question qui concerne un point de droit absolu, vu que cet examen n'est pas propre à amener l'entente désirée.

Dans cette Note le prince Gortchakoff regrette que lord Granville élève des difficultés spécialement sous la forme de la communication russe. La proclamation d'un principe purement théorique (par lequel la Russie se restitue un droit auquel aucune puissance ne pourrait renoncer) ne saurait être considérée comme une menace pour la paix.

Le cabinet de l'empereur n'a jamais eu en vue l'annihilation du traité d'Anders.

Le gouvernement russe est prêt à prendre part à toute délibération ayant pour but de garantir la consolidation de la paix en Orient, et il est d'avis qu'un accord entre les deux gouvernements est profitable aux intérêts des deux pays ainsi qu'au maintien de la paix universelle.

Bucharest, 1er décembre.

Le Sénat a réléu M. Plagino et la Chambre M. Costafons comme présidents. Les deux Chambres ont nommé des commissions pour rédiger des Adres-

ses en réponse au discours du Trône. Le député Candiano a été remis en liberté, en vertu d'une décision de la Chambre bien que l'enquête continue.

Vienne, 2 décembre.

La réunion de la conférence semble assurée. Si la Russie accepte le point de vue anglais, le statu quo touchant la mer Noire sera maintenu dès aujourd'hui et pendant toute la durée de la conférence.

L'Autriche, l'Italie et la Prusse ont accepté la proposition; on compte aussi sur l'adhésion de la Russie.

L'Autriche a proposé Londres comme siège de la conférence. Une autre puissance a suggéré l'idée de la réunir à Vienne.

On craint encore quelques difficultés au sujet de la participation de la France.

Voie d'Allemagne.

Munich, vendredi, 2 décembre.

Un télégramme de Versailles du 1er décembre, adressé au ministre de la guerre, annonce que hier le corps du général von der Tann a livré un combat heureux à l'ouest d'Orléans.

Berlin, vendredi, 2 décembre.

Officiel. Versailles, 1er décembre.

Les pertes des Français en tués, blessés et prisonniers dans la sortie repoussée hier sont très-considérables.

Aujourd'hui les Français ont demandé un armistice de plusieurs heures, afin d'enterrer les morts.

Les pertes des Wurtembourgeois s'élevaient à environ quarante officiers et 800 hommes.

La brigade Durosset, du 2e corps d'armée, a perdu deux officiers et environ 70 hommes.

Les pertes des Saxons ne sont pas encore constatées.

Aujourd'hui l'ennemi s'est tenu complètement tranquille.

Rouen, mercredi, 30 novembre.

On mande que le général Briand, ayant voulu tenter cette nuit une attaque sur Gisors, a trouvé l'ennemi retranché dans les maisons d'Etrepagny.

Après une vive résistance, ce bourg a été mis dans une déroute complète.

Nous avons 3 morts et 13 blessés, dont un capitaine. Les pertes de l'ennemi sont de 10 officiers tués, 3 officiers prisonniers, 50 morts, une centaine de prisonniers.

Un canon, 3 caisses de munitions, environ 250 fusils et quelques chevaux sont restés entre nos mains.

Dresde, 2 décembre.

Le Journal de Dresde publie le télégramme suivant du prince George au roi de Saxe :

Chelles, 1er décembre.

Hier, depuis midi jusqu'au soir, la 4e division et des parties du corps d'artillerie, ainsi que les Wurtembourgeois, ont livré un combat victorieux près de Noisy et Villers. Les Français qui s'étaient avancés entre Brie et Villers ont été repoussés jusqu'au delà du plateau, en laissant plusieurs centaines de prisonniers entre nos mains.

D'après les dires de ceux-ci, nous nous trouvons en présence de 30,000 hommes. Jusqu'à présent on annonce que les pertes des Saxons sont de 12 officiers et de 100 hommes.

La nouvelle sortie annoncée n'a pas eu lieu aujourd'hui.

Berlin, 2 décembre.

Le parti national proposera, par un amendement à la Constitution, de réserver à l'Alsace et à la Lorraine, trois voix dans le conseil fédéral.

Berlin, 2 décembre.

Les bruits répandus sur des négociations qui seraient engagées avec l'empereur Napoléon ont, pour origine d'absurdes manœuvres bonapartistes, destinées à entraver la réunion d'une conférence orientale avec la participation de la France.

Des négociations de paix sont improbables avant la capitulation de Paris.

On écrit au Courrier de l'Escaut :

Cologne, 1er déc., 1870.

Que se passe-t-il sur la Loire? Vous savez que, par suite des mouvements du corps prussien qui a isolé le Mans de Tours, les communications avec le

gouvernement de la défense, par voie de Belgique, — la seule qui nous restait — sont interrompues. Nous n'avons donc sur les événements d'Orléans et du Sud de Paris, d'autres renseignements que ceux qui nous parviennent de Versailles.

Or, ces renseignements sont fort obscurs : Hier matin, il s'agissait d'un engagement sur lequel on ne donnait aucun détail, mais qui devait, disait-on, avoir pour conséquence de forcer toute l'armée française d'Orléans de se replier derrière la Loire.

Plus tard, le même engagement n'était plus qu'un combat partiel, dans lequel le corps prussien engagé avait été débordé par des forces supérieures et avait fait retraite, pour se joindre à des renforts qui l'attendaient sur la route de Fontainebleau.

Plus tard encore, on racontait que presque toute l'armée de la Loire avait pris part à la bataille, laquelle se serait terminée par la déroute complète de cette armée, qui aurait perdu plus de 7,000 hommes en tués et blessés, sans compter un nombre considérable de prisonniers.

Ce matin, démenti complet de ces nouvelles optimistes pour les Prussiens. Un télégramme de Lille, nous annonce que l'armée de la Loire a balayé les Prussiens sur toute la ligne, et qu'au moment même où se livrait cette bataille, une sortie monstrueuse s'opérait de Paris.

L'action de ce côté paraissait ne pas tourner à l'avantage des armées allemandes, car le télégramme ajoute que les Prussiens auraient subitement évacué Amiens pour se replier en hâte vers Paris.

Nous en sommes là de nos renseignements; s'il en arrive d'autres avant le départ de la présente, je ne manquerai pas de les consigner au pied de cette lettre.

En attendant, ce qui me semble résulter de plus clair des dépêches si diverses que je viens de relater, c'est que l'armée de la Loire, concentrée et retranchée comme je l'ai expliqué dans mes précédentes lettres, rayonne par détachements en amont et aval de la rivière. Son objectif évident est la route de Fontainebleau; mais, jusqu'à l'heure des dernières nouvelles, je ne vois pas que les gros des forces françaises soit positivement en marche dans cette direction.

La bataille, dont parlent les dépêches de Versailles, a eu lieu sur un point de cette route, à Beaune-la-Rolande; mais, comme ce point est situé au nord du camp d'Orléans, lequel camp sert, par continuation de quartier général à l'armée de la Loire, il y a lieu de supposer qu'une fraction seulement de cette armée a pris part à l'engagement, et que l'armée elle-même, ou du moins son principal noyau est resté, pendant ce temps-là, acculé à la rivière. Ce serait ce noyau alors, qui, après la déroute de ses avant-gardes, aurait infligé aux Prussiens la défaite dont parle le dernier télégramme.

Les dépêches de demain matin éclairciront sans doute ce qui reste de douteux et d'obscur dans ces faits. Elles nous apprendront aussi ce qui est advenu de la sortie de Trochu, depuis si longtemps méditée.

Dans l'expectative de ces nouvelles, il ne me reste qu'à revenir aux renseignements que je vous donnais hier sur le plan de restauration bonapartiste que je croyais vous révéler. Mon secret, je le retrouve ce matin tout au long, dans les journaux anglais. Le Times annonce formellement la conclusion de la paix entre le roi Guillaume et Napoléon III; et un autre journal, non moins sérieux, le Handelsblad d'Amsterdam, croit savoir, de source certaine, que, si cette paix n'est pas signée, elle est au moins arrêtée entre les deux monarques, et qu'on n'attend que la capitulation de Paris, pour mettre la dernière main au traité.

Aux termes de cet acte, ce serait Napoléon III lui-même, qui remonterait sur le trône de France.

On rassemblerait en Allemagne, les éléments captifs de l'armée française, et, au moyen d'une sorte de plébiscite, on ferait, dans les prisonniers, le triage de ceux qui voudraient continuer à servir l'Empereur; les hommes seraient formés en corps d'armée et serviraient à Napoléon III de forces militaires, avec adjonction, bien entendu, de telle garde prussienne que l'Empereur restauré croirait devoir requérir. Au lieu d'un retour d'Elbe, il y aurait un retour de Prusse, et au lieu d'un Waterloo, mettant fin au régime impérial, il y aurait une guerre intérieure de Paris, destinée à avoir raison, à la fois, du régime républicain et

de la suprématie de Paris sur les départements français.

Pendant que ces faits se passent ou se préparent en France, M. de Bismark ne perd pas son temps sur le terrain de la diplomatie générale de l'Europe. Je n'ai pas hésité un instant à annoncer, dès le début de l'incident russe, quel était le but de la démarche du prince Gortchakoff. J'ai dit que son entente avec le chancelier de Prusse, était évidente et que l'incident devait se terminer par un congrès ou une conférence européenne, qui voudrait faire au point de vue de la politique générale de l'Europe, ce que M. de Bismark était impuissant de faire en France. Le congrès, ou la conférence, est dès à présent arrêté en principe.

L'assemblée des puissances siégera à Londres. Elle aura ostensiblement pour objet d'intervenir dans la question d'Orient, en réglant le régime militaire de la mer Noire; mais vous verrez qu'à peine réuni, cet aréopage des puissances sera saisi d'un problème bien plus vaste, celui de la reconstitution de la France et de la réglementation de l'Allemagne. M. de Bismark a refusé d'avance de se soumettre aux décisions que le congrès pourrait prendre relativement aux conditions de la paix à conclure; mais ce n'est pas de ces conditions que le congrès aura à s'occuper; il les abandonnera à l'Allemagne. Seulement, comme pour traiter la paix, c'est-à-dire pour stipuler dans un contrat qui, nécessairement sera synallagmatique, il est requis qu'il y ait au moins deux parties en présence, le congrès interviendra pour donner à celui qui représentera la France, le caractère officiel de partie, reconnu comme tel, par la diplomatie européenne.

Ce représentant sera-t-il Napoléon III ou son délégué? La chose est vraisemblable; et si vous avez remarqué que, dans ces derniers temps, l'impératrice Eugénie, d'abord très-abandonnée a été suffisamment relevée en Angleterre pour que la reine Victoria elle-même ait cru devoir lui rendre visite, vous soupçonneriez avec moi, que les hommes d'Etat anglais en savent, dès à présent sur ce sujet, plus qu'ils ne disent.

En somme, la journée d'aujourd'hui est tout entière ici à la restauration bonapartiste. On est d'accord pour la dire impossible; mais la France est à l'époque des impossibilités. Du jour au lendemain, c'est l'in vraisemblance qui arrive.

NOUVELLES D'ALLEMAGNE.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Berlin, 30 novembre.

La difficulté que la forme de la circulaire du prince Gortchakoff avait fait naître paraît devoir être tournée d'une manière assez ingénieuse : la conférence spéciale proposée par la Prusse et dont la réunion à Londres n'est plus guère mise en doute, garderait pour ainsi dire le silence sur l'office russe du 31 octobre. Il n'y aurait donc de la sorte ni retrait de la circulaire par la Russie ni adoption préalable de sa base par les autres puissances. L'une ou l'autre de ces dernières propositions sans doute un projet de traité nouveau qui, en supprimant les articles sur la neutralisation de la mer Noire, ferait tacitement droit aux griefs de la Russie. Celle-ci, au fond, on s'en souvient, avait suggéré ce mode de procéder dans la circulaire Gortchakoff.

La solution pacifique de l'affaire est donc plus que jamais regardée comme certaine. On comprend que la participation de la France aux délibérations de la conférence implique une question pleine d'intérêt. On croit que le chargé d'affaires de France à Londres ou bien un plénipotentiaire spécial représentera le gouvernement de la défense nationale au nom duquel il signera comme negotiorum gestor de la France et sans que cela implique en elle-même la reconnaissance du gouvernement français par tous les membres de l'aréopage européen qui va se réunir.

Les traités avec la Bavière et la Wurtemberg pour leur entrée dans la Confédération ont été publiés dans le Moniteur prussien. La position spéciale accordée à la Bavière préoccupe les membres du Parlement. On regrette notamment la disposition d'après laquelle toute modification de la Constitution suppose une majorité des trois quarts des voix au Conseil fédéral. Une coalition des Etats du Midi avec quelques voix du Nord pourrait donc arrêter tout progrès de la législation fédérale. Le parti national n'a pas encore délibéré sur le traité et il faut s'attendre à de vifs débats au Parlement. En tout cas, les traités ne seront pas adoptés en bloc.

Aujourd'hui le Parlement s'est occupé d'un bulletin de pétitions.

On lit dans le Moniteur universel.

L'incident russe perd de jour en jour son caractère alarmant; et nous doutons de plus en plus qu'il puisse se terminer par un conflit armé.

On nous télégraphie à la fois de Londres et de Saint-Petersbourg, que la réunion d'une conférence chargée d'examiner les griefs de la Russie, ne rencontre d'opposition chez aucune des puissances intéressées.

Cette conférence aurait été dit-on; proposée par M. de Bismark; et il est fort probable, qu'en la suggérant, le ministre prussien aura exprimé le désir qu'elle s'occupât uniquement de la révision du traité de 1856. Rien ne serait plus désagréable au roi Guillaume et à ses conseillers, que de voir la diplomatie européenne profiter de l'occasion pour s'immiscer dans leur conflit avec la France.

Mais pourront-ils empêcher ce qu'ils redoutent? Pourront-ils éviter que les représentants de l'Europe, une fois réunis, étendent le cercle de leur compétence et cherchent à faire cesser enfin une guerre qui est une cause de ruine et de souffrances pour le monde entier?

Vauban avait donné à la France, par son système de places de guerre, une ceinture de force et d'honneur, les deux hammes de Sedan et de Metz ont transformé cette ceinture en un vêtement de honte, robe de Nessus, que la France aura bien de la peine à arracher de ses épaules ensanglantées.

Nous voyons déjà dans ces colonnes, les places fortes ne sont désormais que des soucieuses; où la routine nous ne voulons pas croire à la trahison — mais une routine homicide enfonce de braves soldats qui ne demanderaient pas mieux que d'aller disputer au prix de leur sang, le sol de la Patrie à l'ennemi, qui le foule insolemment.

La France en général et la ville du Havre en particulier viennent d'en faire encore, il y a deux jours, la douloureuse expérience.

La Fère vient d'assister à la dixième représentation d'un drame, toujours le même, avec les mêmes débuts, les mêmes péripéties, le même dénouement. On a commencé par claquer dans la citadelle une batterie d'artillerie, appelée du Havre — on ne sait pourquoi.

Naturellement rien n'était préparé pour recevoir ces jeunes gens, dont un grand nombre appartenaient à des familles opulentes de notre ville. Ces jeunes gens, habitués au luxe ou tout au moins au confortable, ont dû considérer comme une victoire la conquête d'une botte de paille pour s'y étendre pendant la nuit. Petit à petit ça s'est amélioré probablement. Enfin voilà nos mobiles installés tant bien que mal. Alors commence pour eux une vie d'ennui et d'oisiveté forcée, agrémentée seulement de nuits passées sur les glaces ou dans les casemates à l'abri de la bombe mais non de l'humidité, féconde en rhumatismes.

Pourtant l'ennemi, à force de se faire attendre, finit par apparaître. Les alentours de la place sont inondés, toujours d'après Vauban. Mais les Prussiens se moquent pas mal de Vauban. Ils installent leurs batteries hors de portée des canons de la place et se mettent à bombarder... la citadelle? non; mais la ville. La ville est incendiée; en présence de ce fléau irrésistible, les autorités civiles requièrent les autorités militaires de se rendre, ce qui a lieu.

Résultat : 70 canons pris, 2,000 soldats et mobiles faits prisonniers et dirigés vers l'Allemagne.

C'était prévu et cela s'est accompli avec une régularité mathématique.

Maintenant, il nous reste encore dans le Nord une douzaine, plus ou moins, de places fortes dont le sort sera absolument pareil, si les Allemands veulent bien, elles resteront intactes si on ne les attaque pas; mais, même dans ce cas, on se demande si les 20 ou 30,000 soldats qui sont censés les garder ne rendraient pas au pays plus de services en tenant la campagne, harcelant l'ennemi, coupant ses communications, s'emparant de ses convois de vivres et de munitions. De munitions surtout. Car enfin, l'ennemi peut bien avoir des vivres chez nous en réquisitionnant, pillant et volant le paysan; mais il ne peut avoir des munitions qu'en les faisant venir d'Allemagne. Si l'on empêchait, par un moyen quelconque, l'arrivée de ces munitions, les canons de l'ennemi, si réduits, seraient bientôt aussi inoffensifs que des conduits à gaz et ses fusils à aiguilles que des manches à balai.

C'est à cette guerre de chicane, à défaut de la grande guerre, que pourraient